ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

LIAISON AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1446)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 303

présenté par

Mme Arrighi, M. Amirshahi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Batho, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Tout comité de suivi mis en place dans le cadre du projet de liaison autoroutière entre Castres et Toulouse inclut obligatoirement au moins un représentant d'une association de protection de l'environnement agréée au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement.

Cette participation donne lieu à convocation formelle, accès aux documents préparatoires et droit de contribution aux comptes rendus.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les comités de suivi des grands projets d'infrastructure doivent associer toutes les parties prenantes concernées. Dans le cas du projet A69, fortement contesté pour ses impacts environnementaux, l'inclusion d'une association environnementale agréée dans les instances de suivi est une mesure minimale de transparence et de pluralisme. Elle garantit une présence indépendante au sein de la gouvernance du projet, une vigilance sur la mise en œuvre des mesures environnementales, et une meilleure légitimité du suivi du chantier, notamment en phase de compensation. Cette mesure répond également à l'article 7 de la Charte de l'environnement sur la participation du public aux décisions ayant un impact sur l'environnement.